



Délégation sénatoriale aux outre-mer

10 ans

2011-2021



Délégation aux
OUTRE-MER





Délégation aux
OUTRE-MER



SOMMAIRE

Sommaire	3
Le mot du Président	4
La genèse de la délégation	7
Une composition paritaire	7
Les missions de la délégation	8
Des activités diversifiées	9
Les colloques	13
Des études de fond	16
Un rapport emblématique : L'urgence économique outre-mer	20
La lettre d'information	22
Les Présidents depuis 2011	23
La liste des rapports de la délégation depuis 2011	26
Les membres depuis 2019	33

Le mot du Président



Début 2009, une grave crise sociale dans les départements d'outre-mer a conduit la Conférence des Présidents à décider la création **d'une mission commune d'information dont le président était Serge Larcher et le rapporteur Éric Doligé**. Une décennie plus tard, les conclusions de cette mission, rendues en à peine trois mois et assorties de 100 propositions, restent pleinement d'actualité, démontrant la qualité et la profondeur de l'analyse alors réalisée.

Les questions transversales alors pointées, que ce soit la **défaillance des outils administratifs, la quasi-absence de démarche d'évaluation ou l'insuffisante prise en compte des spécificités ultramarines**, et le **souci de relever les défis auxquels les outre-mer sont confrontés** ont fait germer l'idée d'une structure spécifiquement dédiée aux problématiques propres à ces territoires.



C'est ainsi que la Délégation sénatoriale aux outre-mer a vu le jour en novembre 2011, sur décision du Bureau du Sénat, dans le prolongement de cette mission originelle et du comité de suivi mis en place pour accompagner ses recommandations.

Au nom de la délégation, que j'ai l'honneur de présider depuis décembre 2020 à la suite de mes prédécesseurs **Serge Larcher** et **Michel Magras**, je tiens à remercier profondément **tous ceux qui, par leur engagement, leur participation et leur intervention**, lui ont permis de mener à bien les missions qui lui ont été confiées et pérennisées par la loi du 28 février 2017 relative à l'égalité réelle outre-mer.

À l'heure d'établir le bilan de ses dix années d'activités et à l'occasion de cette deuxième Rencontre avec les maires ultramarins, la délégation est fière d'avoir **contribué à une meilleure connaissance et prise en compte des outre-mer**, au Sénat et au-delà. Elle entend **poursuivre et amplifier son action**, riche de l'expérience acquise au fil de ses travaux et des liens qu'elle a progressivement tissés depuis sa création.

15 novembre 2021



Stéphane Artano

Sénateur de
Saint-Pierre-et-Miquelon
Président de la Délégation
sénatoriale aux outre-mer





La Délégation sénatoriale aux outre-mer :



42 sénateurs



21 sénateurs

Outre-mer



21 sénateurs

Hexagone

Depuis sa création en 2011 :



45 rapports



22 colloques



17 déplacements



2 000 personnes auditionnées



1 100 heures de réunions



77 visio-conférences

dont 31 uniquement pour l'année 2019-2020



Depuis novembre 2011, **448 questions** relatives aux outre-mer ont été posées au Gouvernement par les membres de la DSOM.

> 89 questions orales et au Gouvernement

> 359 questions écrites





Genèse

La Délégation sénatoriale aux outre-mer a été instituée par deux décisions de la Conférence des Présidents, datées des 21 octobre et 12 novembre 2009, à la suite de la mise en place du Comité de suivi des conclusions de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer de 2009⁽¹⁾. **Cette création fut ensuite confirmée par une décision du Bureau du Sénat en date du 16 novembre 2011.**

Depuis **la loi n° 2017 256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer** et portant autres dispositions en matière sociale et économique, la délégation dispose d'une assise législative qui lui assure sa pérennité. La loi de 2017 a consolidé les caractéristiques originelles de cette institution, en particulier sa composition paritaire.

⁽¹⁾ *Les DOM, défi pour la République, chance pour la France, 100 propositions pour fonder l'avenir. Rapport d'information d'Éric Doligé, fait au nom de la mission commune d'information outre-mer n° 519 (2008-2009) du 7 juillet 2009 : https://www.senat.fr/notice_rapport/2008/r08-519-1-notice.html*

Composition

La composition de la délégation est **strictement paritaire** avec 21 sénateurs ultramarins qui en sont membres de droit et 21 sénateurs issus d'autres départements, désignés à la représentation proportionnelle des groupes politiques.

La mixité des équipes de rapporteurs est une déclinaison de cette composition paritaire, avec des équipes associant systématiquement des hexagonaux et des ultramarins, des membres de la majorité et de l'opposition ainsi que des hommes et des femmes.





Missions

Ses missions ont été définies **de manière large**. Aux termes de l'article 6 *decies* de l'ordonnance n° 58 1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, « *sans préjudice des compétences des commissions permanentes ou spéciales ni de celles de la commission chargée des affaires européennes* », la délégation « *est chargée d'informer le Sénat sur la situation des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution et sur toute question relative aux outre-mer* ».

Elle est également chargée de « *veiller à la prise en compte des caractéristiques, des contraintes et des intérêts propres de ces collectivités et au respect de leurs compétences* » tout en « *participant à l'évaluation des politiques publiques menées dans les collectivités* ».

La délégation exerce donc une triple mission institutionnelle :

- > une mission **d'information** sur les questions relatives aux outre-mer ;
- > une mission de **veille** pour la prise en compte des caractéristiques de leurs collectivités ;
- > une mission de **contrôle et d'évaluation** des politiques publiques les concernant.



Hommage à Aimé Césaire,
octobre 2013



Adoption du rapport d'activité
triennal 2014-2017, juillet 2017



Activités



Adoption du rapport d'information sur la sécurisation des droits fonciers dans les outre-mer, juin 2016



Adoption du rapport sur la jeunesse des outre-mer et le sport, novembre 2018

Des méthodes de travail fondées sur la parité, la collégialité et la transversalité

Au fil de ses dix ans de fonctionnement, la délégation a adopté **des méthodes de travail originales** pour mener un programme de travail dense et diversifié, défini chaque année en début de session.

Dès sa création, la délégation, qui ne dispose pas de pouvoir législatif propre, a opté pour un fonctionnement respectant strictement les compétences des commissions et évitant toute interférence dans le processus législatif qui est leur apanage.

Sa méthode de travail est fondée sur trois principes principaux : outre la **parité**, la délégation met l'accent sur la **collégialité**, qui se traduit par une prédilection pour le travail en réunion plénière, en associant étroitement l'ensemble des membres de la délégation, et sur la **transversalité**. Les thèmes choisis pour les études de la délégation privilégient les grands enjeux communs aux outre-mer.





Des activités diversifiées

La délégation mène principalement deux types d'activités : **des études de fond et l'organisation de manifestations** (voir ci-après). Au fil des ans, elle a été conduite à diversifier ses activités afin d'assurer un meilleur **suivi de ses rapports** et **répondre à l'actualité**.



Adoption du rapport d'information sur le domaine foncier de l'État dans les outre-mer, juin 2015

A titre d'exemple, en mars 2021, six mois après l'arrêt effectif de France Ô, la délégation a organisé une table ronde pour **établir un premier bilan de la mise en œuvre du Pacte de visibilité signé en juillet 2019 par France Télévisions**, qui s'était inspiré largement de l'étude de 2019 de la délégation sur la place des outre-mer dans l'audiovisuel public. De même, pour le suivi de son **rapport sur l'urgence économique en outre-mer de juillet 2020**, la délégation a entendu, dès décembre 2020, Jean-Pierre Philibert, président de la FEDOM.

La délégation tient aussi des **auditions en commun** avec d'autres délégations ou dans le cadre de missions d'information. Avec la délégation aux droits des femmes, un rapport d'information a été élaboré sur la lutte **contre les violences faites aux femmes dans les outre-mer**.

La délégation aux outre-mer a également été associée en 2020 aux travaux de la mission commune d'information sur **les conditions de la vie étudiante en France**. Avec la mission commune d'information destinée à évaluer les effets des mesures prises ou envisagées en matière de confinement ou de restrictions d'activités, la délégation a participé, entre septembre et novembre 2021, aux auditions conduites sur la **situation sanitaire dans les outre-mer**.



Des **débats en séance publique** sont régulièrement organisés dans le cadre de ses activités de contrôle. Ont ainsi eu lieu des débats sur : la proposition de résolution européenne Normes agricoles et politique commerciale européenne, le 22 novembre 2016 ; **les risques naturels majeurs outre-mer**, le 18 février 2020 ; la **situation sanitaire outre-mer**, le 5 octobre 2021.



Débat sur les risques naturels majeurs outre-mer, 18 février 2020



Colloque Biodiversité océan Indien, 20 mai 2021

Avec les **commissions**, sont menés des **travaux en commun**, comme en 2013, pour le rapport d'information sur l'aide fiscale à l'investissement outre-mer, qui a été adopté à la suite des travaux d'un groupe de travail constitué avec la commission des affaires économiques, présidé par Marie-Noëlle Lienemann. En 2014, un rapport d'information sur la situation et l'avenir du système universitaire aux Antilles et en Guyane a été adopté à la suite des travaux d'un groupe de travail commun à la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, présidé par Thani Mohamed Soilihi. En 2015, un rapport d'information sur les biodiversités des outre-mer et le changement climatique a été adopté à la suite des travaux d'un groupe de travail commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, coprésidé par Michel Magras et Hervé Maurey.





Des auditions communes sont aussi organisées avec la délégation aux outre-mer de l'Assemblée nationale : en 2013, une audition de Serge Letchimy a eu lieu sur l'article 349 du traité de Lisbonne (mesures spécifiques concernant les régions ultrapériphériques); en 2021, les délégations se sont réunies pour échanger sur l'évolution institutionnelle outre-mer et entendre des juristes.



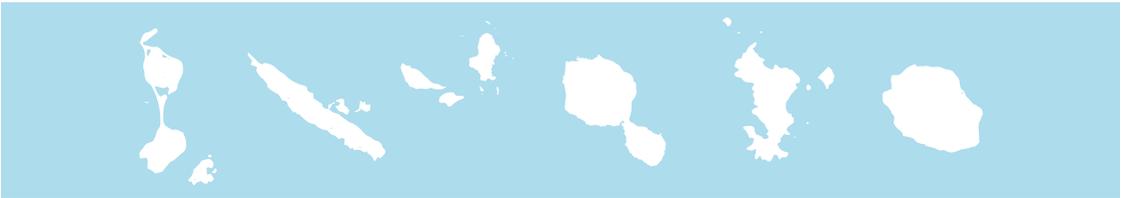
Déplacement au Parlement européen à Bruxelles, janvier 2020



Rencontre avec les maires et les élus d'outre-mer au Sénat, 18 novembre 2019

La dimension européenne fait l'objet d'une vigilance particulière, avec un écho amplifié par l'adoption de propositions de résolution européenne. Le 10 décembre 2015, la délégation a aussi adopté le rapport d'information et la proposition de résolution afférente de Gisèle Jourda et Michel Magras sur les conséquences, pour les sucres spéciaux, des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays tiers.

Le 20 octobre 2016, la délégation a adopté une proposition de résolution européenne cosignée par Michel Magras, Éric Doligé, Jacques Gillot, Gisèle Jourda et Catherine Procaccia « Régions ultrapériphériques (RUP) : Normes agricoles et politique commerciale européenne ». Dans la continuité de **son étude sur les enjeux européens pour les outre-mer en 2020**, la délégation a entendu en février 2021 le député européen Stéphane Bijoux, auteur d'un rapport sur la stratégie européenne à l'égard des RUP.



Les colloques

Histoire, mémoire et prospective



Mémoires croisées : Rencontre, mai 2012



Outre-mer, une mémoire audiovisuelle à partager, novembre 2012



La France dans Le Pacifique : quelle vision pour le 21e siècle ? janvier 2013



L'audace ultramarine en hexagone : comment s'exprime-t-elle ? Comment s'incarne-t-elle ? septembre 2013



Le Sénat rend hommage à Aimé Césaire, octobre 2013



Chapitres oubliés de l'histoire de la France

Chapitres oubliés de l'histoire de France, novembre 2013



Un kaléidoscope de l'autonomie locale : théorie, pratique institutionnelle et déclinaisons ultramarines, avril 2014

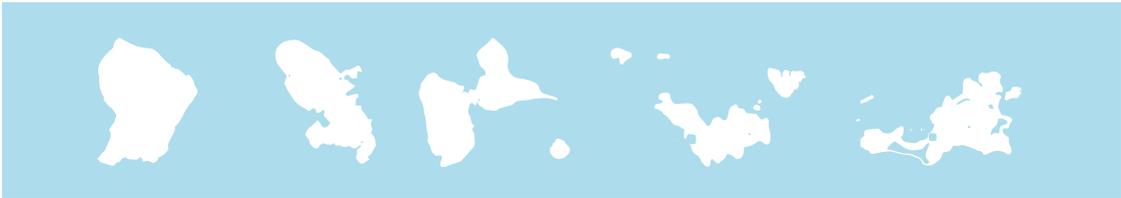


Histoires Mémoires croisées : des champs de bataille aux réécritures de l'histoire coloniale, juillet 2014



Table ronde Gaston Monnerville : L'héritage, octobre 2021





Économie



Le développement humain et la cohésion sociale dans les outre-mer, novembre 2012



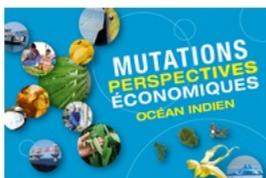
Entreprises et dynamiques sectorielles du Pacifique, juin 2015



Une bannière verte et bleue pour un renouveau du tourisme dans les outre-mer, septembre 2015



Défis et opportunités pour les collectivités françaises des Amériques, mai 2016



Quelles mutations et perspectives pour les économies des territoires français de l'océan Indien ? février 2017



Révéler l'ancrage local des économies ultramarines : outils et bonnes pratiques, juin 2018



L'engagement des femmes dans la vie économique ultramarine, février 2019



Innover dans le tourisme, la clé du succès ? septembre 2016

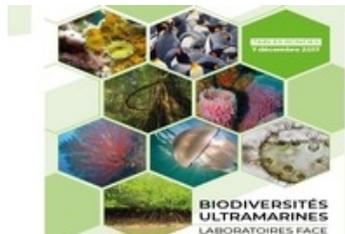




Biodiversités ultramarines



Tables rondes sur Les biodiversités des outre-mer confrontées au changement climatique, juin 2015



Biodiversités ultramarines, laboratoires face au défi climatique, décembre 2017



Biodiversités du vaste Pacifique : quelle valorisation d'un endémisme exceptionnel ? mai 2018



Biodiversités du bassin Atlantique : un gradient latitudinal, source d'une richesse exceptionnelle mais vulnérable, juin 2019



Les biodiversités de l'océan Indien, au cœur d'un nouveau modèle de développement, mai 2021





Des études de fond

Les **études de fond** couvrent un large champ d'investigation et permettent de mettre en valeur les potentiels des outre-mer et d'illustrer leurs spécificités. Les thèmes en sont **très variés** (foncier, logement, normes, environnement, économie et société, Europe, institutions).

Certains de ces rapports font l'objet **d'études pluriannuelles**. Ainsi **l'étude sur le foncier** a fait l'objet de trois volets : le premier en 2015 sur la gestion des domaines public et privé de l'État ; le deuxième en 2016 sur la sécurisation des titres fonciers ; le troisième en 2017 sur les conflits d'usage et la planification foncière. **L'étude sur les normes** a quant à elle été réalisée en deux volets : Normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture (2016) ; Normes en matière de construction et d'équipements publics (2017). Enfin, c'est le cas également pour **l'étude sur les risques naturels majeurs** : Prévention, alerte et gestion de l'urgence (2018) ; Reconstruction et résilience (2019).

Foncier et Logement :

- > Domaines public et privé de l'État outre-mer : 30 propositions pour mettre fin à une gestion jalouse et stérile.
Rapport d'information n° 538, 18 juin 2015.
- > Une sécurisation du lien à la terre respectueuse des identités foncières : 30 propositions au service du développement des territoires.
Rapport d'information n° 721, 23 juin 2016.
- > Conflits d'usage et outils de planification : un foncier disponible rare et sous tension.
Rapport d'information n° 616, 6 juillet 2017.
- > Reconstruire la politique du logement outre-mer.
Rapport d'information n° 728, 1^{er} juillet 2021.





Normes :

- > Agricultures des outre-mer : Pas d'avenir sans acclimatation du cadre normatif.
Rapport d'information n° 775, 7 juillet 2016
- > Le BTP outre-mer au pied du mur normatif : Faire d'un obstacle un atout.
Rapport d'information n° 601, 29 juin 2017



Adoption du rapport sur les normes applicables à l'agriculture, juillet 2016

Environnement :

- > Changement climatique : Solutions territoriales en outre-mer.
Rapport d'information n° 131 du groupe de travail commun à la délégation à l'outre-mer et à la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, 3 novembre 2015
- > Risques naturels majeurs : Urgence déclarée outre-mer.
Rapport d'information n° 688, 24 juillet 2018
- > Risques naturels majeurs : Bâtir la résilience des outre-mer.
Rapport d'information n° 122, 14 novembre 2019





Économie et société :

> L'aide fiscale à l'investissement outre-mer, levier incontournable du développement : 10 propositions pour en optimiser l'emploi.
Rapport d'information n° 628 du groupe de travail commun à la délégation à l'outre-mer et à la commission des affaires économiques, 5 juin 2013

> Les zones économiques exclusives ultramarines : Le moment de vérité.
Rapport d'information n° 430, 9 avril 2014

> Trois clés pour l'avenir universitaire aux Antilles et en Guyane : Territorialité, attractivité, solidarité.
Rapport d'information n° 470 *rect.* du groupe de travail commun à la délégation à l'outre-mer et à la commission de la culture, 16 avril 2014

> Les niveaux de vie dans les outre-mer : Un rattrapage en panne ?
Rapport d'information n° 710, 9 juillet 2014

> Cohésion, performance, rayonnement : Quels tremplins pour le sport en outre-mer.
Rapport d'information n° 140, 20 novembre 2018

> Les outre-mer dans l'audiovisuel public : Face au risque d'invisibilité totale, le défi du média global.
Rapport d'information n°439, 9 avril 2019

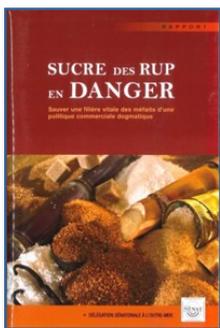


Déplacement Antilles-Guyane, avril 2018



> Violences faites aux femmes dans les outre-mer.
Rapport d'information n° 362, 3 mars 2020

> L'urgence économique outre-mer à la suite du Covid-19.
Rapport d'information n° 620, 9 juillet 2020



Europe :

> Sucre des RUP en danger : Sauver une filière vitale des méfaits d'une politique commerciale dogmatique.
Rapport d'information n° 247, 10 décembre 2015

> Enjeux financiers et fiscaux européens pour les outre-mer en 2020.
Rapport d'information n° 651, 16 juillet 2020

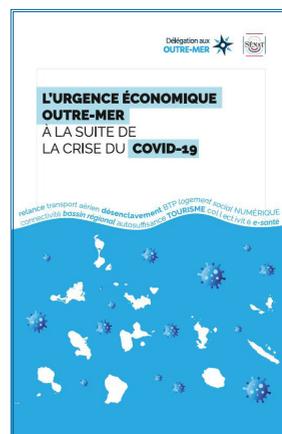
Institutions :

> Différenciation territoriale outre-mer :
Quel cadre pour le sur-mesure ?
Rapport d'information n° 713,
21 septembre 2020



Un rapport emblématique : l'urgence économique à la suite de la crise du Covid-19

Dès le mois d'avril 2020, la Délégation sénatoriale aux outre-mer s'est mobilisée **pour adapter son programme de travail à la crise sanitaire en cours**. Ce contexte inédit, qui a exigé un fonctionnement original en visioconférence, a mené la délégation à travailler à l'adaptation des mesures d'urgence économique mises en place par le Gouvernement et à préparer la relance dans les territoires d'outre-mer.



Conformément aux principes de la délégation, cette étude avait pour rapporteurs un trinôme composé à la fois de sénateurs ultramarins et hexagonaux : **Stéphane Artano, Viviane Artigalas et Nassimah Dindar**.

Malgré le contexte, un programme dense d'auditions, toutes en visioconférences, a été observé :

> **14 réunions plénières**

> **35 heures d'auditions**

> **6 tables rondes thématiques** : transport aérien, BTP et logement social, agriculture et pêche, numérique, tourisme, données statistiques et perspectives économiques

> **Un représentant de chacun des territoires** pour pratiquement toutes les tables rondes, malgré les décalages horaires.



1. Une **première note d'étape** a été réalisée pour adapter les mesures d'urgence au tissu économique ultramarin :

> **La délégation a très vite alerté sur l'importance des effets** de la crise du Covid-19 sur les économies ultramarines, compte tenu des fragilités structurelles liées à l'insularité, l'éloignement et l'enclavement, et de la très forte proportion de TPE/PME en outre-mer.

> Après une série d'auditions transversales visant à dresser un panorama d'ensemble de la situation, un premier point d'étape a été adressé au **Premier ministre le 14 mai 2020** présentant 20 propositions articulées autour de deux axes : la nécessaire adaptation des dispositifs nationaux au regard des spécificités du tissu entrepreneurial ultramarin et le besoin d'accompagnement des collectivités locales.

2. **Le rapport publié en juillet 2020 a avancé 58 recommandations** pour assurer une relance territorialisée et construire un modèle de développement plus résilient. Ces propositions se sont articulées autour de trois grands axes :

> Prendre la mesure de la gravité de la crise touchant les économies ultramarines et de son impact financier sur les collectivités ;

> Développer une relance territorialisée axée sur le désenclavement et le soutien à des secteurs leviers ;

> Faire de la sortie de crise une opportunité pour un modèle de développement plus résilient.

#OUTREMERSÉNAT Délégation aux OUTRE-MER

L'URGENCE ÉCONOMIQUE OUTRE-MER À LA SUITE DE LA CRISE DU COVID-19

La Délégation sénatoriale aux outre-mer a décidé en avril 2020 d'engager une étude relative aux effets économiques de la crise du Covid-19 sur les territoires ultramarins, compte tenu de leurs fragilités structurelles liées à l'insularité, l'éloignement et l'enclavement.

LES ENJEUX

MESURER LA GRAVITÉ DE L'IMPACT ÉCONOMIQUE

- Des fragilités structurelles amplifiées par la crise
- Des dispositifs d'aides rapidement déployés mais déjà insuffisants
- Des collectivités mobilisées mais entravées financièrement

FAVORISER UNE RELANCE TERRITORIALISÉE

- Prioriser le transport aérien pour désenclaver les territoires
- Sauver le secteur touristique en accompagnant la médiation
- Accélérer les mesures visant le BTP et le logement social

BÂTIR DES ÉCONOMIES RÉSILIENTES

- Un objectif d'autonomie alimentaire
- Le numérique, clé de la résilience et du développement
- Investir dans les infrastructures et le capital humain





La lettre d'information

Depuis 2017, la délégation a aussi mis en place une lettre d'information qui lui permet de communiquer sur ses travaux et d'annoncer des événements à venir en direction d'un large public.

Elle en est à ce jour à sa 36^{ème} édition, soit une moyenne de 10 publications par an, consultables sur les pages internet de la délégation.

Au 12 octobre 2021, la lettre d'information compte **2 600 abonnés**, soit une augmentation nette de près de 300 lecteurs depuis sa première mise en ligne.

Cette lettre d'information contribue aux bons scores des consultations sur internet des rapports d'information de la délégation. Ainsi, par exemple, l'adresse internet du colloque sur l'engagement des femmes dans la vie économique ultramarine a été cliquée plus de 2 200 fois, celle du colloque sur les biodiversités du bassin Atlantique plus d'un millier de fois.

Pour s'abonner, rendez-vous
sur le site de la délégation :

De même, le rapport d'information sur la présence des outre-mer dans l'audiovisuel public a suscité plus de 1500 pages vues, celui sur le sport et la jeunesse des outre-mer près de 5000 pages vues et le premier rapport sur les risques naturels dans les outre-mer plus de 6 000 pages vues.



Délégation aux
OUTRE-MER





Les Présidents depuis 2011

SERGE LARCHER

Serge Larcher a été le premier Président de la délégation sénatoriale aux outre-mer, fonction qu'il a exercée de décembre 2011 à octobre 2014.



Professeur de lettres et d'histoire, il a été conseiller général (DVG) de la Martinique, canton du Diamant de 1988 à 2004, maire (DVG) du Diamant entre 1989 et 2008 et sénateur (app.PS) de la Martinique de 2004 à 2017.

En 2009, il est nommé Président de la mission d'information parlementaire sur la situation des départements d'outre-mer, et jusqu'en 2014 rapporteur pour avis du budget de la mission outre-mer et à la commission des affaires économiques. En 2012, il est aussi membre de la mission commune d'information parlementaire sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement.

Aux États généraux de la démocratie territoriale d'octobre 2012, il a présidé l'atelier 4 « Prendre en compte les réalités propres des outre-mer pour mieux les valoriser ».

En 2013, il fut rapporteur du groupe de travail commun à la commission des affaires économiques et à la délégation sénatoriale à l'outre-mer sur l'impact économique des dispositifs de défiscalisation spécifiques aux outre-mer.

De 2014 à 2017, il a aussi été membre du Bureau du Sénat.



MICHEL MAGRAS

Il a succédé à Serge Larcher en 2014 et fut Président jusqu'en 2020. Professeur de sciences de la vie et de la terre, sénateur (Les Républicains) de Saint-Barthélemy de 2008 à 2020), il a également été conseiller général (DVD) de la Guadeloupe, canton de Saint-Barthélemy (1998 2007).



Il a été ancien vice-président (DVD) de la collectivité territoriale de Saint-Barthélemy de 2007 à 2017.

Parmi les travaux importants menés à la tête de la délégation figurent : « Biodiversités ultramarines : Laboratoires face au défi climatique » (2018) ; « Rencontre avec les maires et élus d'outre-mer » (2019) ; « Violences faites aux femmes dans les outre-mer » (2020) ; « Différenciation territoriale outre-mer : quel cadre pour le sur-mesure ? » (2020).

À la commission des affaires économiques du Sénat, il a été rapporteur pour avis de divers textes, notamment sur la proposition de résolution européenne sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques (2016) et sur le projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique (2017).

Michel Magras est aussi l'auteur de plusieurs œuvres autour de la biodiversité : « Poissons coralliens des Antilles » (Ed. du Latanier, 1988). « Fleurs des Antilles » (Ed. du Latanier, 1989). « Fleurs de Saint-Barth » (2008).



STÉPHANE ARTANO

Stéphane Artano préside la délégation sénatoriale aux outre-mer depuis décembre 2020.

Il est sénateur RDSE de Saint-Pierre et-Miquelon depuis septembre 2017. Il est titulaire d'une maîtrise en carrières judiciaires et sciences criminelles, d'une maîtrise de droit privé, et d'un diplôme d'études supérieures en gestion de patrimoine.



Depuis 2005, il est engagé dans la vie politique locale : président du mouvement politique « Archipel Demain » (septembre 2005) ; suppléant du député Gérard Grignon (app. UMP) (2002) qui remporte les élections au conseil territorial de l'archipel (2006 et 2007). Entre 2016 et 2021, il préside l'Organisation des pêches de l'Atlantique nord-ouest (OPANO).

À la suite des élections sénatoriales de 2017, il est élu sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon. Il est aussi conseiller territorial et président du Conseil territorial des jeunes. Il est membre de la commission des affaires sociales du Sénat, vice-président du groupe d'études sur le numérique, vice-président du groupe sénatorial d'amitié France-Canada.

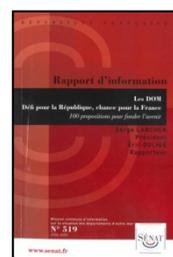
Pour la délégation aux outre-mer, il a été co-rapporteur de l'étude sur l'urgence économique outre-mer suite à la crise sanitaire.



Liste des rapports de la délégation depuis 2011

*S'il ne peut être strictement rattaché aux rapports produits par la délégation depuis sa création, il faut cependant mentionner le rapport fondateur de la mission commune d'information sur la situation des départements d'outre-mer « **Les DOM, défi pour la République, chance pour la France : 100 propositions pour fonder l'avenir** » n°519 (2008-2009) dont le président était Serge Larcher et le rapporteur **Éric Doligé**.*

*En effet, c'est à la suite de la mission commune d'information et de son comité de suivi, créés à l'initiative du Président **Gérard Larcher** à la suite de la crise sociale qui avait éclaté aux Antilles, en Guyane et à La Réunion, que le Président **Jean-Pierre Bel** décida de la création de la délégation.*



2011 - 2012

> Mémoires croisées : rencontre du 9 mai 2012

Rapport d'information n° 609 du 22 juin 2012, par Serge LARCHER

2012 - 2013

> Outre-mer, une mémoire audiovisuelle à partager : rencontre du 12 novembre 2012

Rapport d'information n° 121 du 12 novembre 2012, par Serge LARCHER

> Le développement humain et la cohésion sociale dans les outre-mer : conférence débat du 23 novembre 2012

Rapport d'information n° 159 du 23 novembre 2012, par Serge LARCHER

> La France dans le Pacifique : Quelle vision pour le 21e siècle ? Colloque du 17 janvier 2013

Rapport d'information n° 293 du 25 janvier 2013, par Serge LARCHER





> L'aide fiscale à l'investissement outre-mer : levier incontournable du développement. 10 propositions pour en optimiser l'impact

Rapport d'information n° 628 du 5 juin 2013, par Éric DOLIGE et Serge LARCHER

> L'audace ultramarine en hexagone : Comment s'exprime-t-elle ? Comment s'incarne-t-elle ?

Rapport d'information n° 862 du 25 septembre 2013, par Serge LARCHER

2013 - 2014

> Le Sénat rend hommage à Aimé Césaire

Rapport d'information n° 98 du 24 octobre 2013, par Serge LARCHER

> Histoires Mémoires croisées : des chapitres oubliés de l'Histoire de la France

Rapport d'information n° 149 du 14 novembre 2013, par Serge LARCHER

> Les zones économiques exclusives ultramarines : le moment de vérité

Rapport d'information n° 430 du 9 avril 2014, par Jean-Étienne ANTOINETTE, Joël GUERRIAU et Richard TUHEIAVA

> Un kaléidoscope de l'autonomie locale : théorie, pratique institutionnelle et déclinaisons ultramarines

Rapport d'information n° 452 du 11 avril 2014, par Serge LARCHER

> Trois clés pour l'avenir universitaire aux Antilles et en Guyane : territorialité, attractivité, solidarité

Rapport d'information n° 470 du 17 avril 2014 au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la délégation sénatoriale aux outre-mer, par Dominique GILLOT et Michel MAGRAS

> Histoires Mémoires croisées : des champs de bataille aux réécritures de l'Histoire coloniale

Rapport d'information n° 705 du 9 juillet 2014, par Serge LARCHER





> Les niveaux de vie dans les outre-mer : un rattrapage en panne ?

Rapport d'information n° 710 du 9 juillet 2014, par Éric DOLIGÉ et Michel VERGOZ

2014 - 2015

> Domaines public et privé de l'État outre-mer : 30 propositions pour mettre fin à une gestion jalouse et stérile

Rapport d'information n° 538 du 18 juin 2015, par Thani MOHAMED SOILIH, Joël GUERRIAU, Serge LARCHER et Georges PATIENT

> Entreprises et dynamiques sectorielles du Pacifique : Conférence économique du 25 juin 2015

Rapport d'information n° 567 du 26 juin 2015, par Michel MAGRAS

> Biodiversités des outre-mer et changement climatique : Tables rondes du 11 juin 2015

Rapport d'information n° 698 du 18 septembre 2015 au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement du territoire et de la délégation sénatoriale à l'outre-mer, par Jérôme BIGNON et Jacques CORNANO

2015 - 2016

> Une bannière verte et bleue pour un renouveau du tourisme dans les outre-mer

Rapport d'information n° 1 du 1er octobre 2015, par Michel MAGRAS

> Changement climatique : Solutions territoriales en outre-mer

Rapport d'information n° 131 du 3 novembre 2015, au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement du territoire et de la délégation sénatoriale aux outre-mer, en conclusion des travaux du groupe de travail commun, par Jérôme BIGNON et Jacques CORNANO

> Sucre des régions ultrapériphériques en danger : sauver une filière vitale des méfaits d'une politique commerciale dogmatique

Rapport d'information n° 247 du 10 décembre 2015, par Gisèle JOURDA et Michel MAGRAS





> Défis et opportunités pour les collectivités françaises des Amériques : Conférence économique du 19 mai 2016

Rapport d'information n° 621 du 23 mai 2016, par Michel MAGRAS

> Une sécurisation du lien à la terre respectueuse des identités foncières : 30 propositions au service du développement des territoires

Rapport d'information n° 721 du 23 juin 2016, par Thani MOHAMED SOILIHI, rapporteur coordonnateur, Mathieu DARNAUD et Robert LAUFOAULU, rapporteurs

> Agricultures des outre-mer : Pas d'avenir sans acclimatation du cadre normatif

Rapport d'information n° 775 du 7 juillet 2016, par Éric DOLIGÉ, rapporteur coordonnateur, Jacques GILLOT et Catherine PROCACCIA, rapporteurs

2016 - 2017

> Innover dans le tourisme outre-mer, la clé du succès

Rapport d'information n° 232 du 15 décembre 2016, par Michel MAGRAS

> Mutations et perspectives pour les économies des territoires français de l'océan Indien : Conférence économique du 22 février 2017

Rapport d'information n° 571 du 2 juin 2017, par Michel MAGRAS

> Le BTP outre-mer au pied du mur normatif : Faire d'un obstacle un atout

Rapport d'information n° 601 du 29 juin 2017, par Éric DOLIGÉ, rapporteur coordonnateur, Karine CLAIREAUX et Vivette LOPEZ, rapporteurs

> Conflits d'usage et outils de planification : un foncier disponible rare et sous tension

Rapport d'information n° 616 du 6 juillet 2017, par Thani MOHAMED SOILIHI, rapporteur coordonnateur, Daniel GREMILLET et Antoine KARAM, rapporteurs

> Rétrospective triennale sur une activité dense au service des outre-mer

Rapport d'information n° 617 du 6 juillet 2017, par Michel MAGRAS





2017 - 2018

**> Biodiversités ultramarines :
laboratoires face au changement climatique**

Rapport d'information n° 426 du 13 avril 2018, par Michel MAGRAS

**> Biodiversités du vaste Pacifique :
quelle valorisation d'un endémisme exceptionnel ?**

Rapport d'information n° 533 du 1er juin 2018, par Michel MAGRAS

**> Révéler l'ancrage local des économies ultramarines :
outils et bonnes pratiques**

Rapport d'information n° 597 du 22 juin 2018, par Michel MAGRAS

> Risques naturels majeurs : urgence déclarée outre-mer

Rapport d'information n° 688 Tome I (rapport) et Tome II (auditions) du 24 juillet 2018, par Guillaume ARNELL, rapporteur coordonnateur, Mathieu DARNAUD et Victoire JASMIN, rapporteurs

2018 - 2019

**> Cohésion, performance, rayonnement :
Quels tremplins pour le sport en outre-mer ?**

Rapport d'information n° 140 Tome 1 (rapport) et Tome 2 (auditions) du 20 novembre 2018, par Catherine CONCONNÉ, Gisèle JOURDA, Viviane MALET et Lana TETUANUI

**> L'engagement des femmes outre-mer :
un levier clé du dynamisme économique**

Rapport d'information n° 348 du 21 février 2019, par Annick BILLON et Michel MAGRAS

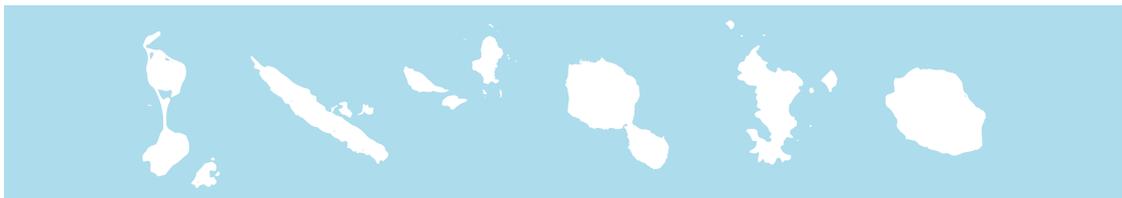
**> Les outre-mer dans l'audiovisuel public :
Face au risque d'invisibilité totale, le défi du média global**

Rapport d'information n° 439 Tome 1 (rapport et annexes) Tome 2 (auditions), du 9 avril 2019, par Maurice ANTISTE et Jocelyne GUIDEZ

**> Biodiversités du bassin Atlantique : Un gradient latitudinal source
d'une richesse exceptionnelle mais vulnérable**

Rapport d'information n° 557 du 7 juin 2019, par Michel MAGRAS





2019 - 2020

**> Risques naturels majeurs :
reconstruction et résilience des territoires et des populations**

Rapport d'information n° 122 Tome I (rapport) et n° 122 Tome II (auditions) du 14 novembre 2019, par Guillaume ARNELL, rapporteur coordonnateur, Abdallah HASSANI et Jean François RAPIN, rapporteurs

> Rencontre avec les maires et élus d'outre-mer le 18 novembre 2019

Rapport d'information n° 211 du 18 décembre 2019, par Michel MAGRAS

> Violences faites aux femmes dans les outre-mer

Rapport d'information n° 362 du 3 mars 2020, par Annick BILLON et Michel MAGRAS, fait au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes et de la délégation sénatoriale aux outre-mer

> L'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19

Rapport d'information n° 620 du 9 juillet 2020, par Stéphane ARTANO, Viviane ARTIGALAS et Nassimah DINDAR

> Enjeux financiers et fiscaux européens pour les outre-mer en 2020

Rapport d'information n° 651 du 16 juillet 2020, par Vivette LOPEZ, Gilbert ROGER et Dominique THÉOPHILE

> Rapport triennal (2017-2020) d'activité de la délégation

Rapport d'information n° 652 du 16 juillet 2020, par Michel MAGRAS

**> Différenciation territoriale outre-mer :
quel cadre pour le sur-mesure ?**

Rapport d'information n° 713 du 21 septembre 2020, par Michel MAGRAS





2020 - 2021

> Les biodiversités de l'océan Indien, au cœur d'un nouveau modèle de développement - Actes du colloque du 20 mai 2021

Rapport d'information n° 624 du 21 mai 2021, par Stéphane ARTANO

> La politique du logement dans les outre-mer

Rapport d'information n° 728 Tome 1 (rapport) et Tome 2 (auditions) du 1er juillet 2021, par Guillaume GONTARD, Micheline JACQUES et Victorin LUREL



Conférence de presse - Présentation du rapport « Reconstruire la politique du logement outre-mer », juillet 2021



Les membres de la délégation

Le bureau



Stéphane ARTANO
Saint-Pierre-et-Miquelon
RDSE
/ AFF SOC
PRÉSIDENT



Maurice ANTISTE
Martinique
Socialiste, écologiste et
républicain / CULT
VICE-PRÉSIDENT



Éliane ASSASSI
Seine-Saint-Denis
Communiste républicain
citoyen et écologiste / LOIS
VICE-PRÉSIDENTE



Nassimah DINDAR
La Réunion
Union Centriste
/ DEV-DUR
VICE-PRÉSIDENTE



Pierre FROGIER
Nouvelle-Calédonie
Les Républicains
/ LOIS
VICE-PRÉSIDENT



Guillaume GONTARD
Isère
Écologiste, solidarité et
territoires /AFF-ETR-
DEF
VICE-PRÉSIDENT



Micheline JACQUES
Saint-Barthélemy
Les Républicains
/ AF-ECO
VICE-PRÉSIDENTE



Victoire JASMIN
Guadeloupe
Socialiste, écologiste et
républicain / AFF-SOC
VICE-PRÉSIDENTE



Jean-Louis LAGOURGUE
La Réunion
Les Indépendants - RT
/ AFF-ETR-DEF
VICE-PRÉSIDENT



Viviane MALET
La Réunion
Les Républicains
/ AFF-SOC
VICE-PRÉSIDENTE



Annick PETRUS
Saint-Martin
Les Républicains
/ AFF-SOC
VICE-PRÉSIDENTE



Teva ROHFRITSCH
Polynésie française
RDPI
/ FIN
VICE-PRÉSIDENT



Dominique THÉOPHILE
Guadeloupe
RDPI
/ AFF-SOC
VICE-PRÉSIDENT



Mathieu DARNAUD
Ardèche
Les Républicains
/ LOIS
SECRÉTAIRE



Vivette LOPEZ
Gard
Les Républicains
/ AFF-ETR-DEF
SECRÉTAIRE



Marie-Laure
PHINERA-HORTH
Guyane
RDPI / DEV-DUR
SECRÉTAIRE



Gérard POADJA
Nouvelle-Calédonie
Union Centriste-App
/ AFF-ETR-DEF
SECRÉTAIRE





Les autres membres de la délégation :



Viviane ARTIGALAS
Hautes-Pyrénées
Socialiste, écologiste et
républicain / AFF-ECO



Philippe BAS
Manche
Les Républicains
/ LOIS (Questeur)



Agnès CANAYER
Seine-Maritimes
Les Républicains
-A / LOIS



Guillaume
CHEVROLLIER
Mayenne
Les Républicains
/ DEV-DUR



Catherine CONCONNE
Martinique
Socialiste, écologiste et
républicain / AFF-SOC



Michel DENNEMONT
La Réunion
RDPI
/ DEV-DUR



Jacqueline
EUSTACHE-BRINIO
Val-d'Oise
Les Républicains
/ LOIS (secrétaire)



Philippe FOLLIOT
Tarn
Union Centriste
/ AF-ETR-DEF



Bernard FOURNIER
Loire
Les Républicains
/ AF-ETR-DEF



Daniel GREMILLET
Vosges
Les Républicains
/ AFF ECO / AFF-EUR

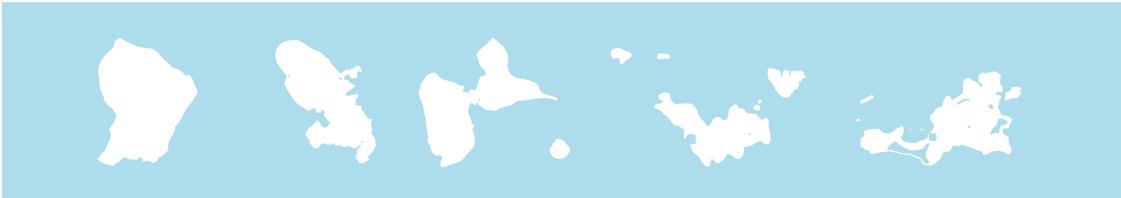


Jocelyne GUIDEZ
Essonne
Union Centriste
/ AFF-SOC



Abdallah HASSANI
Mayotte
RDPI
/ CULT





Gisèle JOURDA
Aude
Socialiste, écologiste et
républicain / AFF-ETR-
DEF / AFF-EUR



Mikaele KULIMOETOKE
Wallis-et-Futuna
RDPI
/ LOIS



Dominique de LEGGE
Ille-et-Vilaine
Les Républicains
/ FIN / AF-EUR



Jean-François LONGEOT
Doubs
Union Centriste
/ DEV-DUR



Victorin LUREL
Guadeloupe
Socialiste, écologiste et
républicain / FIN / AF-EUR



Marie MERCIER
Saône-et-Loire /
Les Républicains
/ LOIS (*secrétaire*)



Serge MÉRILLOU
Dordogne
Socialiste, écologiste et
républicain / AF-ECO



Thani MOHAMED -
SOILIH
Mayotte
RDPI / LOIS



Georges PATIENT
Guyane
RDPI
/ FIN



Sophie PRIMAS
Yvelines
Les Républicains
/ AF-ECO



Jean-François RAPIN
Pas-de-Calais
Les Républicains
/ FIN / AFF-EUR



Michel SAVIN
Isère
Les Républicains
/ CULT



Lana TETUANUI
Polynésie française
Union Centriste-App
/ LOIS







Délégation aux
OUTRE-MER



www.senat.fr